

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 17/12/2024

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA SEVRE ET BELLE (la Crèche)

Route de François
79260 La Crèche

Références : 0007202005/2024/408
Code AIOT : 0007202005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SCA SEVRE ET BELLE (la Crèche) implanté Route de François 79260 La Crèche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée du site avait pour objectif de faire le point avec l'exploitant sur les deux incendies de silos survenus en novembre 2024 et les mesures correctives associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA SEVRE ET BELLE (la Crèche)
- Route de François 79260 La Crèche
- Code AIOT : 0007202005
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sèvre et Belle exploite sur la commune de La Crèche un silo de stockage de céréales

régulièrement soumis à déclaration. Ce site était historiquement une laiterie et une partie des bâtiments de l'ancienne laiterie n'est plus utilisée.

Pour mémoire, le site était régulièrement soumis à autorisation par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1088 du 26 septembre 1985, puis au régime de la déclaration avec contrôle périodique par la prise d'acte n° D8324 du 31 janvier 2019.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée avait pour objectif de faire un point avec l'exploitant sur les suites des incendies du séchoir survenus en novembre 2024 et pour lesquels aucune information n'avait été transmise à l'inspection.

Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de prévenir également l'inspection, en plus des services d'incendie et de secours, de son assureur...

L'exploitant est également invité à réaliser les contrôles périodiques de ses installations et à réaliser les actions correctives nécessaires le cas échéant.

Lors de la visite, il a été constaté le réaménagement des bureaux, sans impact sur le fonctionnement des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par voie de presse, le 27 novembre 2024, l'inspection a été informée de la survenue de deux incendies du séchoir sur le site le 21 novembre 2024 à 1h00 du matin ainsi que le mardi 26 novembre 2024 à 18h00.</p>

Par courriel du 27 novembre, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un premier état de situation sur ces deux événements et de préciser les mesures prises pour éviter un nouvel incident.

Un point précis de la situation a été fait avec l'exploitant et il a été constaté que le rapport de notification d'accident BARPI était en cours de finalisation, l'exploitant prévoyant de le transmettre à l'inspection le lendemain de la visite.

Le dernier incendie de séchoir sur le site date de 2011 et avait été évoqué lors de la visite d'inspection du 25 avril 2018. L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas eu d'autres incidents sur ses installations depuis cette date.

Lors du second incendie, l'équipement était en fonctionnement pour procéder à des opérations de séchage de tournesol pour le compte de la coopérative de la Tricherie située sur la commune de Beaumont-Saint-Cyr (86) qui a subi également un incendie d'équipement pendant une opération de séchage de céréales dans la nuit du jeudi au vendredi 25 octobre 2024.

Suite au premier incendie du 21 novembre, l'exploitant a précisé qu'un nettoyage et une vérification complète de l'installation ont été réalisés avec une coupure du séchoir pendant plus de 24h, avec un accompagnement de la société de maintenance et de l'expert de l'assurance.

Le matin du second incendie, la société de maintenance est de nouveau venue sur le site pour procéder à des opérations de vérification.

L'exploitant a précisé que le séchoir était désormais à l'arrêt pendant plusieurs semaines et que les conséquences de l'incendie n'impactent pas l'exploitation des activités de stockages de céréales et des autres activités du site. Le tournesol impacté par l'incendie a été orienté vers la filière de méthanisation.

Par courriel du 5 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de notification BARPI, accompagnée d'une copie des articles de presse, d'un plan d'identification des sondes de température ainsi que d'un plan et d'un descriptif de fonctionnement du séchoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.

L'exploitant informe l'inspection de la réalisation des actions correctives et de la date prévue de remise en service de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.

Constats :

Avant la modification de la rubrique 2160 relative aux installations stockage de céréales par le

décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012, le site était régulièrement soumis à autorisation.

Suite à la visite d'inspection du 25 avril 2018 et à la demande de bénéfice d'antériorité transmise par l'exploitant dans son courrier du 20 juin 2018, le site est régulièrement soumis au régime de la déclaration avec contrôles périodiques par la prise d'acte n° D8324 du 31 janvier 2019 pour les rubriques suivantes :

- 2160-1b : installations de stockage de céréales - silos plats ;
- 2160-2b : installations de stockage de céréales - autres installations ;
- 2260-2b : Broyage, concassage [...] de substances végétales - activités relevant du séchage par contact direct.

L'exploitant a précisé ne pas avoir réalisé les contrôles périodiques conformément à l'article R.512-55 du code de l'environnement, y compris pour ses autres sites soumis également au régime de la déclaration avec contrôles périodiques.

Conformément à l'article R.512-58 du code de l'environnement, lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de 5 ans. Par conséquent, le premier contrôle périodique aurait dû être réalisé sur le site avant le 31 janvier 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mandate un organisme agréé pour la réalisation des contrôles périodiques. Il transmet les contrôles périodiques réalisés ainsi que les actions correctives prévues le cas échéant, et leur un échéancier.

En cas de non-conformités majeures, il mandate à nouveau l'organisme agréé pour la réalisation du contrôle complémentaire dans le délai réglementaire prévu à l'article R.512-59-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois